

Marchons pour la Liberté, l'égalité, la fraternité

Retrait de la loi immigration

Dans notre diversité d'idées, d'engagements, de professions, nous exprimons notre grande inquiétude après le vote de la loi dite « *asile-immigration* ». C'est un tournant dangereux dans l'histoire de notre République.

D'abord parce que cette loi ne répond pas aux causes de l'exil forcé d'hommes, de femmes, d'enfants fuyant les guerres ou le réchauffement climatique, ni aux défis de l'accueil dans la dignité, ni au défi de la définition d'une politique digne et humaine d'intégration.

Ensuite, parce qu'elle a été rédigée sous la dictée des marchands de haine qui rêvent d'imposer à la France leur projet de « *préférence nationale* ». Elle torpille les piliers porteurs de notre pacte républicain, hérité du Conseil national de la Résistance. Il s'agit de la loi la plus répressive depuis 40 ans, une loi raciste et xénophobe. Elle s'attaque ainsi au droit du sol autant qu'aux droits fondamentaux proclamés par la Constitution : au travail, à l'éducation, au logement, à la santé... Ce faisant, tous et toutes, Français·es autant qu'étrangers·ères, nous nous trouvons menacé·es.

Dans le département de Jaurès, quatre parlementaires sur cinq ont accepté la collaboration avec le Rassemblement National. Par leur vote, que nous dénonçons, le député Jean Terlier, les sénateurs Philippe Folliot et Philippe Bonnacarrère ont accepté que les idées de l'extrême droite deviennent lois de la République et témoignent de la grave et dangereuse dérive antirépublicaine.

Nos organisations tarnaises refusent que l'extrême droite puisse gagner la bataille idéologique. Elles restent mobilisées contre les idées que propage le Rassemblement National à travers son député Frédéric Cabrolier, contre les menées dangereuses du groupe identitaire Patria Albigeois dont plusieurs membres ont écopé de condamnations en justice.

Nos organisations expriment leur soutien aux personnes exilées et sans papiers et leur manifestent une entière solidarité. Ces personnes subissent déjà une grande maltraitance administrative, nous le constatons dans le Tarn. Nous refusons que leurs droits soient encore altérés et leur vie menacée par la loi votée le 19 décembre.

Victor Hugo écrivait : « *Étouffez toutes les haines, éloignez tous les ressentiments, soyez unis, vous serez invincibles.* »

Soucieuses de rassemblement et de solidarité plutôt que de division sans fin de notre société, nos organisations demandent au Président de la République de ne pas promulguer cette loi.

Le dimanche 21 janvier nous appelons à manifester dans notre diversité notre attachement à la devise de la République : « *Liberté, égalité, fraternité.* » Nous donnons rendez-vous :

dimanche 21 janvier à 14h 30

ALBI - Place du Vigan

Organisations signataires : RESF Albi et Castres – Solidarité Migrants Graulhet – Amoureux au ban public 81 – L'Antre d'eux 81 – La Caselle – Albi vs Darmanin – La Cimade Tarn – LDH Tarn – Libre Pensée 81 – MRAP 81 – Mouvement pour le Paix – Comité Paloma 81 – ATTAC Tarn – Solidaires Tarn – UD CFDT 81 – UD CGT Tarn – FSU 81 – SEL CGT 81 – PEPS 81 – Alternatives & Autogestion – Confluences 81 – Gaillacois Mobilisés – CRIC Gaillac – PCF Tarn – LFI Tarn – Jeunes Insoumis 81 – MJC Tarn – EELV 81 – Fédération PS du Tarn – POI 81 – Collectif pour Albi – NPA 81